



# PALATINE MONÉTAIRE COURT TERME

FR0010611335 - Part I

## Reporting mensuel au 31 mars 2026

### INFORMATION MMF

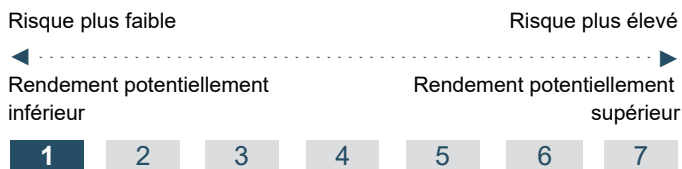
Par dérogation, le FCP envisage d'investir plus de 5 % et jusqu'à 100 % de ses actifs dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis individuellement ou conjointement par l'Union (états français allemand, autrichien, belge, hollandais, finlandais, irlandais, italien, espagnol ou portugais), les administrations nationales, régionales ou locales des États membres (Länder allemands notamment) ou leurs banques centrales (telles BDF, Bundesbank, Banque d'Italie ou d'Espagne), la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement, le mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière, une autorité centrale ou la banque centrale d'un pays tiers (USA et Japon), le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque des règlements internationaux.

### RÈGLEMENT MMF

Un fonds monétaire n'est pas un investissement garanti. Un fonds monétaire ne s'appuie sur aucun soutien extérieur pour garantir sa liquidité ou pour stabiliser sa valeur liquidative.

Un investissement dans un fonds monétaire diffère d'un investissement dans des dépôts (bancaires) : le capital investi peut en effet fluctuer (selon les fluctuations subies par l'actif du fonds) et il y a donc un risque de ne pas récupérer le montant de départ. Le risque de perte en capital est donc supporté par l'investisseur.

### PROFIL DE RISQUE



Cet indicateur représente la volatilité historique annuelle de l'OPCVM sur une période de 5 ans. L'indicateur de risque de l'OPCVM reflète l'exposition de son actif en actions composant son univers d'investissement. Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à cet OPCVM n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

### OBJECTIF DE GESTION

L'objectif de la gestion est de délivrer une performance nette de frais de gestion supérieure à celle du taux moyen du marché monétaire (€STER capitalisé). Cependant, dans certaines circonstances exceptionnelles et conjoncturelles de marché telles que de très faibles (voire négatifs) niveaux de taux d'intérêt du marché monétaire, la valeur liquidative du FCP est susceptible de baisser ponctuellement et de remettre en cause le caractère positif de sa performance.

[Cliquez ici](#)



**Didier LACOMBE**  
Gérant



**Rémi DURAN**  
Co-gérant

### PROFIL

Forme Juridique	FCP de droit français
Société de gestion	Palatine Asset Management
Déléataire financier	OSTRUM ASSET MANAGEMENT
Code ISIN	FR0010611335
Label ISR	Oui
Classification AMF	Fonds monétaire à valeur liquidative variable (VNAV) Court Terme
Classification SFDR	Article 8
Dépositaire	Caceis Bank
Commercialisation	Palatine Asset Management Banque Palatine
UCITS (OPCVM)	Oui
Indicateur de référence	€STER Capitalisé
Durée de placement recommandée	Inférieure à 3 mois
Devise de comptabilité	Euro
Valorisation	Quotidienne
Souscriptions / rachats	Centralisation chaque jour avant 12h30. Exécution sur la dernière VL connue.
Commission de souscription	Sous. <= 40 M€ : néant ; Sous. > 40 M€ : 0,40% max.
Commission de rachat	Aucune
Politique des revenus	Capitalisation
Clôture de l'exercice	Dernier jour de bourse de septembre
Frais récurrents	0,233% TTC

### DONNÉES AU 31.03.2026

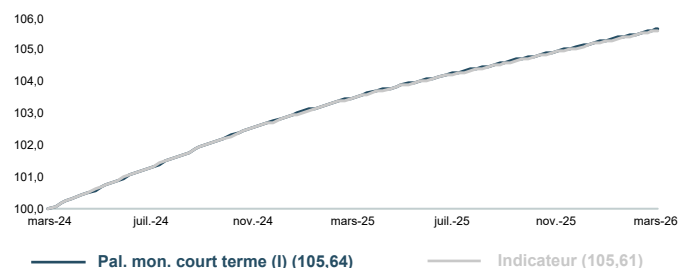
Valeur liquidative	35 411,685 €
Nombre de parts	26 981,092
Actif net global	1 278,71 M€
Actif net de la part	955,45 M€

# PALATINE MONÉTAIRE COURT TERME

FR0010611335 - Part I

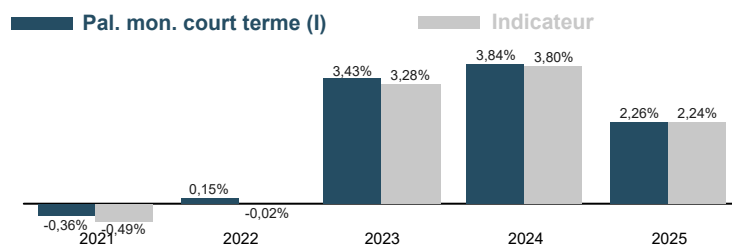
## ÉVOLUTION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

BASE 100 LE 27.03.2024



## HISTORIQUE DES PERFORMANCES

ANNÉES CIVILES



## PERFORMANCES NETTES (en euro)

PERFORMANCE CUMULÉE	1 mois	3 mois	YTD	12 mois	3 ans	5 ans	10 ans
Pal. mon. court terme (I)	0,17%	0,48%	0,48%	2,06%	9,70%	10,23%	9,68%
Indicateur	0,18%	0,48%	0,48%	2,04%	9,53%	9,71%	7,57%
Écart de performance	-0,01%	0,00%	0,00%	0,02%	0,17%	0,52%	2,11%
PERFORMANCE ANNUALISÉE	1 mois	3 mois	YTD	12 mois	3 ans	5 ans	10 ans
Pal. mon. court terme (I)	1,92%	1,96%	1,96%	2,06%	3,13%	1,97%	0,93%
Indicateur	1,98%	1,98%	1,98%	2,04%	3,08%	1,87%	0,73%
Écart de performance	-0,06%	-0,02%	-0,02%	0,02%	0,05%	0,10%	0,20%

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

## STATISTIQUES (calcul hebdomadaire)

ANNUALISÉE	1 mois	3 mois	YTD	12 mois	3 ans	5 ans	10 ans
Volatilité de l'OPC	0,12%	0,10%	0,10%	0,03%	0,12%	0,23%	0,22%
Volatilité de l'indicateur	0,12%	0,10%	0,10%	0,03%	0,12%	0,24%	0,23%
Tracking error	0,01%	0,02%	0,02%	0,01%	0,02%	0,02%	0,03%

## COMMENTAIRE DE GESTION

Lors de sa réunion du 19 mars, la BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés (taux de facilité de dépôt à 2%, taux «refi» à 2.15% et taux de facilité de prêt marginal à 2.40%) en dépit du choc pétrolier résultant du conflit opposant les USA et Israël contre l'Iran en cours depuis le 28 février. Ainsi après dix hausses consécutives de ses taux directeurs entre juillet 2022 et octobre 2023 dont le cumul avait atteint 450bps, soit la plus forte progression des taux directeurs depuis la création de l'euro en 1999 en un laps de temps aussi court et après 8 baisses en un an portant le total de celles-ci à 200bps, la BCE a opté pour la sixième fois consécutive depuis juillet 2025 pour la stabilité de ceux-ci. Il convient de rappeler que la baisse de septembre 2024 s'était accompagnée d'une «restructuration» des taux directeurs entre eux par réduction de l'écart entre chacun. Ainsi, alors que le taux de facilité de dépôt avait été réduit de 25bps, le taux de refinancement («taux refi») et le taux de facilité de prêt marginal avaient eux alors été réduits de 60bps. Par le resserrement de l'écart entre ses taux directeurs, le but de la BCE était de réduire la volatilité des taux sur les marchés interbancaires. Désormais il n'y a donc plus que 40bps d'écart entre le plus bas et le plus haut de ces trois taux.

Rappelons que le taux des opérations principales de refinancement correspond au taux des emprunts à une semaine réalisés par les banques auprès de la BCE tandis que le taux de facilité de prêt marginal est le taux des emprunts au jour le jour. La facilité de dépôt correspond au taux d'intérêt que les banques perçoivent lorsqu'elles placent leurs excédents de cash au jour le jour auprès de la banque centrale.

Le véritable choc pétrolier provoqué par le conflit en cours au Moyen-Orient accroît sensiblement la probabilité d'un resserrement monétaire de la Banque centrale européenne. Un scénario semblable avait conduit en 2022, dans le sillage du début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à un choc inflationniste historique (10,6% sur un an atteint en octobre 2022) que la BCE avait qualifié au début de «transitoire». Ainsi les marchés ont immédiatement intégré une forte prime de risque géopolitique sur le brut avec un Brent voisin de 113USD\$/baril atteint fin mars et des scénarios de prix nettement plus élevés circulent si les perturbations devaient durer. L'enjeu pour l'institution n'est pas de réagir au niveau actuel du prix du pétrole en tant que tel mais d'éviter que cette hausse ne se diffuse durablement à l'ensemble de l'économie. En effet, si la remontée des prix de l'énergie impacte instantanément l'inflation globale, elle risque surtout de se transmettre progressivement à l'inflation sous-jacente via les coûts de production, les prix des biens et services et les salaires. Ce mécanisme, s'il s'accompagne d'une hausse durable des anticipations d'inflation, pourrait conduire à un désancrage des anticipations et à l'apparition d'effets de second tour. Dans ce contexte, la crédibilité de la BCE est en jeu, ce qui peut justifier un relèvement des taux afin de contenir une inflation devenue plus persistante. L'évolution de la politique monétaire dépendra toutefois largement de trois inconnues majeures. La première concerne la durée du conflit: un choc temporaire pourrait être ignoré par la BCE tandis qu'un choc prolongé renforcerait la nécessité d'une intervention. La deuxième tient à la situation des détroits stratégiques d'Ormuz et de Bab el-Mandeb, dont une fermeture durable amplifierait considérablement le choc d'offre énergétique. Enfin, la troisième inconnue réside dans l'ampleur des destructions affectant les infrastructures pétrolières, qu'il s'agisse des capacités d'extraction, de raffinage, de stockage ou d'exportation, car des dommages importants prolongeraient mécaniquement la hausse des prix. En définitive, la trajectoire de la BCE dépendra moins du niveau spot des prix pétroliers que de la persistance et de l'ampleur du choc énergétique. Un conflit long, accompagné de perturbations durables des routes maritimes et de dégâts significatifs sur les infrastructures, rendrait probable un biais restrictif de la politique monétaire. À l'inverse, une désescalade rapide et une normalisation des flux énergétiques limiteraient les pressions inflationnistes et permettraient à la BCE de conserver une posture plus attentiste.

Actuellement certains scénarios de marché vont jusqu'à envisager trois ou quatre hausses de taux BCE d'ici la fin de l'année, ce qui se traduirait par un taux directeur pouvant atteindre 2,75%/3% d'ici la fin de l'année. De fait le Conseil des gouverneurs a indiqué dès le 19 mars que l'inflation en zone euro serait de 2,6% en 2026 dans le scénario central, révision due notamment à des prix de l'énergie plus élevés «owing to the war in the Middle East» alors qu'en décembre il prévoyait pour 2026 et 2027 un léger passage de l'inflation au-dessous de 2%. Il a aussi relevé sa prévision d'inflation core à 2,3% en 2026 précisément parce que la hausse des produits énergétiques commençait à se diffuser au-delà des seuls prix de détail. Enfin Christine Lagarde a dit très clairement le 25 mars que la BCE devait identifier le moment où la hausse des coûts énergétiques se transmettrait à l'inflation générale via des effets indirects, des effets de second tour sur les salaires et un désencrage des anticipations d'inflation. Elle ajoutait qu'à mesure que l'écart à la cible devient plus ample et plus persistant, la probabilité pour une action monétaire deviendra plus fort.

### COMMENTAIRE DE GESTION (suite)

En matière de croissance économique, rappelons qu'en 2025, l'économie de la zone euro aura fait mieux que résister puisque sur l'ensemble de l'année, elle aura enregistré une hausse de +1,5% nettement supérieure aux +0,9% de 2024 et +0,4% de 2023. Ces chiffres dépassaient même les prévisions de la Commission européenne qui tablait sur +1,3%. Les incertitudes mondiales en matière géopolitique et commerciale n'auront donc pas autant pesé qu'initialement craint. Toutefois pour 2026, la guerre conjointe américano-israélienne contre l'Iran engagée fin février pourrait affecter sensiblement cette dynamique. Ainsi l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a abaissé sa prévision de croissance pour la zone euro de 0,4 point de pourcentage, à 0,8 %, et a également revu à la baisse celles des deux plus grandes économies du continent, l'Allemagne et la France, à 0,8 %. De fait l'indice PMI Markit S&P composite zone euro, combinant services et activité manufacturière, s'affiche en baisse en mars à 50.5 contre 51.9 en février et donc semble retourner vers le seuil des 50 marquant la limite entre croissance et récession. L'indice PMI du secteur des services ressort également en nette baisse à 50.1 en mars contre 51.9 en février. La bonne surprise provient de l'indice PMI du secteur industriel qui s'affiche lui en hausse à 51.4 en mars contre 50.8 en février soit son plus haut niveau depuis plus de 3 ans. Rappelons qu'il s'est situé sous les 50 pendant 37 mois consécutifs avec un plus bas à 42.7 en juillet 2023 avant que l'indice du mois d'août 2025 n'interrompe cette série en s'affichant brièvement à 50.7! La croissance de la zone euro semble donc d'ores et déjà avoir été impactée par le début du conflit moyen-oriental qui vient se sur-ajouter à un environnement déjà complexe entre effort de remilitarisation, guerre commerciale USA-reste du monde, difficultés à trouver un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie, appréciation de l'euro par rapport au dollar et situation politique instable dans certains pays de la zone. Pour ce qui concerne l'inflation globale de la zone euro, rappelons qu'elle avait atteint son pic en octobre 2022 en rythme annuel à +10.6% (niveau le plus élevé enregistré par l'office européen des statistiques depuis le début de la publication de l'indicateur en janvier 1997) avant de se replier régulièrement par la suite. Après avoir touché son plus bas niveau depuis trois ans et demie grâce au recul des tarifs de l'énergie à +1.7% en septembre 2024, l'inflation globale en zone euro a rebondi pour se situer mois après mois à nouveau au-dessus des 2%, cible de moyen terme de la BCE. Puis elle s'est stabilisée pendant de nombreux mois autour des 2% avant de tomber en dessous: +1.7% en janvier et +1.9% en février. En revanche celle de mars s'établit en forte hausse à +2.5% à raison de la flambée des prix de l'énergie liée à la guerre au Moyen-Orient. En revanche l'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac), indicateur de référence des banquiers centraux, ressort quant à elle en légère baisse à +2.3% en mars contre +2.4% en février. En ce qui concerne le taux de chômage de la zone euro, il baisse à 6.1% en janvier contre 6.2% en décembre et atteint donc un nouveau plus bas niveau historique depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série en avril 1998 pour les pays ayant adopté la monnaie unique. On ne peut que constater que le faible niveau de la croissance de la zone euro et les nombreuses annonces de fermetures d'usines de ces derniers mois n'auront pas eu de traduction dans les chiffres du chômage.

Dans ce contexte, en mars, la moyenne mensuelle de l'Ester s'est affichée à +1.932% (+1.931% en février), celle du swap 1 an OIS à +2.269% (+1.910% en février) et celle de l'Euribor 3 mois à +2.109% (+2.011% en février).

Pour ce qui est des rendements obligataires de la zone euro, début mars 2025, les annonces par D. Trump de fixation sur des niveaux sans précédent des tarifs douaniers («Liberation Day») ont conduit à une très vive remontée des taux obligataires de la zone euro. Puis en avril et mai, ces taux ont largement reflué à raison d'anticipations d'un ralentissement économique global en réaction à cette guerre commerciale. Si ces taux ont évolué entre juin et novembre dernier entre 2.50 et 2.80%, en revanche en décembre, le Bund 10 ans a revu ses plus hauts de mars pour terminer l'année à +2.85%. Depuis ils avaient rebaisé sensiblement s'affichant à +2.64% fin février contre +2.84% fin janvier (plus bas historique à -0.86% début mars 2020 et plus haut à +2.97% début octobre 2023). Mais le conflit initié par les USA et Israël contre l'Iran, par les anticipations de fort rebond de l'inflation à raison du renchérissement des prix des produits énergétiques, a pour conséquence une forte hausse des taux obligataires. Ainsi le Bund 10 ans a-t-il atteint +3% fin mars. De même le taux du BONOS espagnol 10 ans est également en sensible hausse à +3.50% fin mars contre +3.06% fin février (plus bas historique à -0.02% mi-décembre 2020 et plus haut à +4.06% début octobre 2023) de même que celui du BTP italien 10 ans passant de +3.27% fin février à +3.91% fin mars (plus bas historique à +0.52% mi-décembre 2020 et plus haut à +4.98% mi-octobre 2023). L'OAT 10 ans française aura elle aussi vu son rendement croître à +3.72% fin mars contre +3.22% fin février. Ainsi le spread OAT/BUND est en hausse passant de +57bps fin février à +72bps fin mars (ce spread était tout début 2024 à 53bps).

En ce qui concerne les spreads de crédit court-terme des émetteurs bancaires, après s'être considérablement accrus en avril et mai 2020 suite à la crise sanitaire, ils n'ont cessé de se réduire au cours des mois qui ont suivi jusqu'à repasser en territoires négatifs et atteindre des niveaux bien inférieurs à ceux d'avant crise sanitaire ! Mais le conflit russo-ukrainien suivi du revirement de politique monétaire de la BCE de 2022 et ses 450bps de hausse des taux ont refait partir ces spreads très sensiblement à la hausse dès début 2022. Cette hausse s'est par la suite accentuée avec la baisse des taux directeurs de 200bps qui a suivi jusqu'en juillet 2025 accompagnée du début de réduction de la taille du bilan de la BCE. Ainsi la moyenne mensuelle des spreads à l'émission contre Ester des certificats de dépôt à 3 mois des principales banques françaises est-elle passée de +14.7bps en février à +15bps en mars (plus haut à +25.6bps en mai 2020 et plus bas à -5.6bps en décembre 2021) mais demeure donc toujours sur des niveaux historiquement élevés. Ainsi la normalisation de la politique monétaire de la BCE et notamment le remboursement intégral des opérations TLTRO III achevé fin 2024, ont fait retrouver aux banques une réelle appétence à lever des ressources sur le court terme. Cette appétence s'est encore accentuée avec le conflit iranien qui met les banques dans l'obligation d'augmenter les rémunérations offertes dans un contexte de montée de l'aversion au risque.

Enfin, concernant le marché du crédit, l'indice iTraxx Europe 5 ans Corporate IG «générique», représentatif de la moyenne des spreads de crédit à 5 ans de 125 émetteurs corporates européens («investment grade»), a connu un plus haut récent à +85bps début avril 2025 consécutivement aux annonces d'instauration de droits de douane généralisés de l'administration Trump («Liberation day»). Depuis il avait enregistré une décline quasi-continue pour toucher un point bas à +50 courant janvier 2026. Il était depuis reparti à la hausse en s'affichant à +51bps fin janvier et à +55bps fin février. Il termine le mois de mars à +71.5bps. Cette accélération de la hausse est naturellement la conséquence directe du conflit iranien qui génèrent naturellement de fortes anticipations récessionnistes et une aversion au risque. L'écartement des spreads de crédit dû à ces anticipations est d'autant plus sensible que les spreads de crédit européens «investment grade» demeureraient proches de leurs plus bas niveaux depuis près de dix ans alors même que la conjoncture économique du continent était déjà incertaine et que les facteurs de risque externes se sont donc encore accrus.

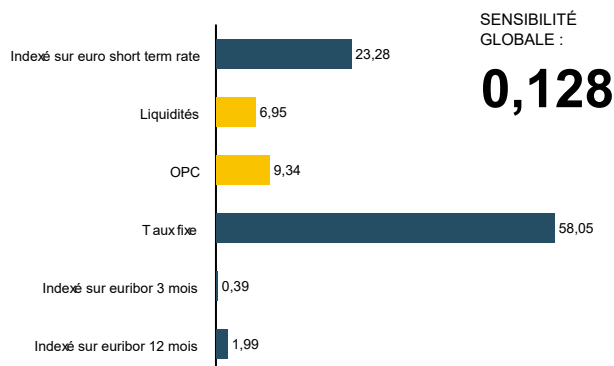
La performance du fonds s'établit à +0,17% sur le mois alors que l'indicateur de référence délivre +0,18%. La WAM et la WAL ressortent respectivement à 15 et 75 jours en fin de mois. Nous continuons de roller les positions en portefeuille tout en restant prudent eu égard du contexte géopolitique actuel, les points de courbes 1 jour à 3 mois sont privilégiés, et les titres présentant une liquidité jugée supérieure.

# PALATINE MONÉTAIRE COURT TERME

FR0010611335 - Part I

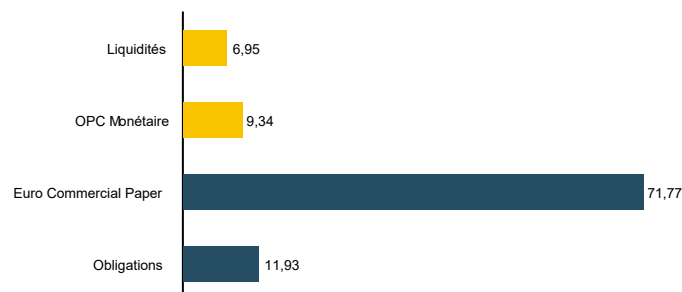
## ALLOCATION (%)

### RÉPARTITION PAR TYPE DE TAUX



SENSIBILITÉ GLOBALE :  
**0,128**

### RÉPARTITION PAR TYPE D'INSTRUMENTS



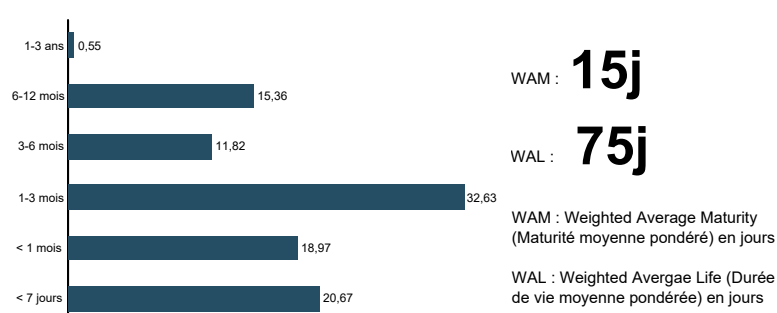
### CATEGORIE DES EMETTEURS

CORPORATES	41,00%
FINANCIÈRES	42,70%
LIQUIDITÉS	6,95%
OPC	9,34%

### PRINCIPAUX EMETTEURS (sur un total de 85 émetteurs)

OSTRUM SRI CASH PLUS (OPC)	4,69%
OSTRUM SRI CASH (OPC)	4,65%
PURPLE PROTECTED ASSET GARANTI (FINANCIÈRES)	4,36%
CODEIS SECURITIES SA (FINANCIÈRES)	3,96%
EDF (CORPORATES)	3,51%

### RÉPARTITION PAR MATURITÉ



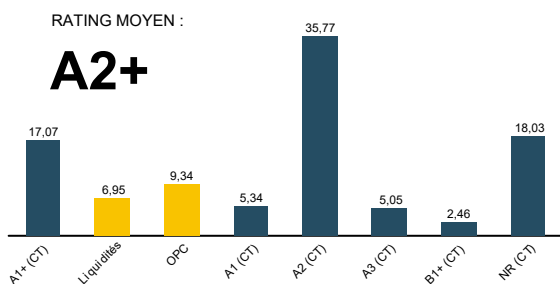
WAM : **15j**

WAL : **75j**

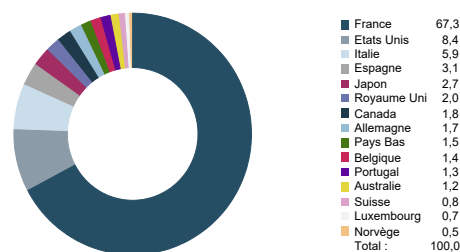
WAM : Weighted Average Maturity (Maturité moyenne pondérée) en jours

WAL : Weighted Average Life (Durée de vie moyenne pondérée) en jours

### RÉPARTITION PAR NOTATION INTERNE



### RÉPARTITION GEOGRAPHIQUE



## PRINCIPALES LIGNES DU PORTEFEUILLE (HORS OPC MONÉTAIRES) (sur un total de 162 lignes)

CODE ISIN ET INTITULÉ DU TITRE	% ACTIF	CATÉGORIE	PAYS
XS2743548104: PURPLE PROTECTED ASSET OIEST+0.1	1,99%	Etablissements et institutions financières	France
XFCS00X6LCF5: CODEIS SECURITIES OIEST+0.17% 15	1,99%	Etablissements et institutions financières	France
XFCS00X72QR3: CODEIS SECURITIES OIEST+0.18% 14	1,97%	Etablissements et institutions financières	France
XS2743548443: PURPLE PROTECTED ASSET OIEST+0.1	1,58%	Etablissements et institutions financières	France
PTRE90JM0113: REN-REDES ENERGETICAS NACIONAL 09	1,25%	Entreprises	Portugal
FR0129263754: CREDIT AGRICOLE SA 080526 OIEST	1,19%	Etablissements et institutions financières	France
XS3290505307: AMCOR UK FINANCE PLC 070426 FIX 0	1,17%	Entreprises	Australie
XS3320683777: NTT FINANCE UK LIMITED 240426 FIX	1,17%	Etablissements et institutions financières	Japon

## AVERTISSEMENT, INFORMATIONS IMPORTANTES

Le présent document est un document promotionnel (le « Document »). Le Document est édité par Palatine Asset Management, société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) n° GP 05000014. Siège social : 86, rue de Courcelles 75008 PARIS | 950 340 885 RCS PARIS (la « Société de Gestion »).

Le fonds est un Fonds Commun de Placements (« FCP »), agréé en France et supervisée par l'AMF. Le FCP est un instrument de placement collectif en valeurs mobilières qui est régi par la Directive 2009/65/CE.

Le Document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation de souscription. Les indications de performances passées ne sont pas une indication fiable des performances futures. Les fluctuations de taux de change peuvent influencer la valeur d'un placement, à la hausse ou à la baisse.

La liste des pays dans lesquels le Fonds est autorisé à la commercialisation est disponible sur le site [www.palatine-am.com](http://www.palatine-am.com) <<http://www.palatine-am.com>>. La Société de Gestion peut à tout moment décider de mettre fin à la commercialisation du Fonds dans une ou plusieurs juridictions.

Le prospectus du Fonds (le « Prospectus ») et le document d'information clé pour l'investisseur (le « DICI ») doivent être lus avant toute prise de décision d'investissement dans le Fonds. Ces documents, ainsi que les derniers rapports semestriel et annuel sont disponibles gratuitement sur simple demande à la Société de Gestion, sur le site [www.palatine-am.com](http://www.palatine-am.com) <<http://www.palatine-am.com>> ou au travers des facilités locales reprises ci-dessous.

Il est également vivement recommandé aux investisseurs de lire attentivement les avertissements concernant les risques ainsi que les réglementations figurant dans le prospectus; il est recommandé de requérir l'avis de conseillers financiers et fiscaux.

Conformément à l'article 93 bis de la Directive 2009/65/CE, la Société de Gestion a la possibilité de cesser la commercialisation de tout ou partie des parts du Fonds moyennant une communication ad-hoc telle que prévue par la loi.

Les informations reprises dans ce Document ont été obtenues auprès de sources jugées fiables ; la Société de Gestion ne peut toutefois pas garantir ni leur exactitude ni leur caractère exhaustif. Les informations reprises dans ce Document ont été calculées à la date du rapport indiquée en première page. Ce Document peut être modifié à tout moment sans avis préalable.

Toute réclamation peut être adressée gratuitement à la Société de Gestion, auprès du service Traitement des Réclamations, 86, rue de Courcelles 75008 PARIS, ou auprès de votre distributeur.

Un résumé des droits des investisseurs est disponible sur le site [www.palatine-am.com](http://www.palatine-am.com) <<http://www.palatine-am.com>> à l'adresse <https://www.palatine-am.com/menu-des-liens-utiles/reglementation> ainsi que la procédure de plainte

Aucune partie du Document ne peut être ni reproduite, ni copiée, ni redistribuée sans l'accord écrit préalable de la Société de Gestion.

### Facilités à l'attention des investisseurs résidant dans un Etat Membre de l'Union Européenne (UE) ou de l'Espace Économique Européen (EEE) dans lesquels LE FONDS est commercialisé

Les ordres de souscription, rachats et/ou switch peuvent être effectués auprès de (i) votre banque, intermédiaire financier ou distributeur, (ii) la banque dépositaire CACEIS Bank, 89-91 rue Gabriel Peri 92120 Montrouge, France, ou (iii) de la Société de Gestion.

Toutes les informations relatives à la procédure de souscription, de rachat, de switch, ou la procédure relative au paiement des dividendes est disponible sur le site [www.palatine-am.com](http://www.palatine-am.com) <<http://www.palatine-am.com>>

### A l'attention des investisseurs résidant en France :

Le correspondant centralisateur en France est CACEIS Bank, 89-91 rue Gabriel Péri, 92120 Montrouge, France

L'indicateur synthétique de risque et de rendement représente la volatilité historique annuelle (le pas de calcul est hebdomadaire) sur une période couvrant les 5 dernières années de la vie de l'OPC ou depuis sa création en cas de durée inférieure. L'OPC est classé sur une échelle de 1 à 7, en fonction de son niveau croissant de volatilité. Les informations contenues dans ce document sont données à titre purement indicatif. Pour tout complément, vous devez vous reporter au DICI et au prospectus. Les performances passées sont basées sur des chiffres ayant trait aux années écoulées et ne sauraient présager des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps. Sources : Palatine AM, CACEIS Fund Adm., ITM Concepts, Bloomberg.

Palatine Asset Management - Société Anonyme au capital de 1 917 540 €. Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 05000014. Siège social : 86, rue de Courcelles 75008 PARIS | 950 340 885 RCS PARIS. Une société du groupe BPCE. Adresse Reporting Client : Horizons 17, 140 Boulevard Malesherbes 75017 PARIS | e-mail : [amr-reporting@palatine.fr](mailto:amr-reporting@palatine.fr) | Tél : 01.55.27.96.29 ou 01.55.27.94.26. Adresse courrier : TSA 60140 - 93736 Bobigny cedex 9 | Site internet : [www.palatine-am.com](http://www.palatine-am.com)



Le label ISR est un label français créé en 2016 par le ministère de l'Économie et des Finances, dont l'objectif est d'offrir une meilleure visibilité aux fonds d'investissement respectant les principes de l'investissement socialement responsable, autorisés à la commercialisation en France.